Suède : la coalition gouvernementale de droite et des Démocrates de Suède envisage d'expulser tout étranger ne respectant pas les « valeurs fondamentales » du pays et subvenant à ses besoins « de manière malhonnête »

21/11/2023 à 21h07



Dans leur accord de coalition, signé le 14 octobre 2022, la droite et l'extrême droite suédoises avaient signalé qu'elles souhaitaient étudier la possibilité de renvoyer les citoyens étrangers pour cause de « *mauvaise conduite* ». « *Toute personne se trouvant en Suède et bénéficiant de l'hospitalité suédoise a l'obligation de respecter les valeurs fondamentales [du pays] et de ne pas manquer de respect à la population dans ses actes* », précisait le texte.

Chose dite, chose faite. Mardi 21 novembre, la ministre conservatrice de l'immigration, Maria Malmer Stenergard,

flanquée de représentants des trois autres partis de la majorité, a annoncé que son gouvernement comptait inclure « un mode de vie honorable » parmi les conditions pour obtenir un titre de séjour et pouvoir le conserver. « *Pour que l'intégration soit réussie, il faut que les personnes qui souhaitent vivre en Suède respectent les normes de base et vivent de manière honnête et décente* », a-t-elle déclaré.

Tentant de donner un contour à ce concept nébuleux, la ministre libérale chargée de l'égalité, Paulina Brandberg, a livré quelques exemples. Elle a mentionné ainsi les infractions au « *respect des règles* », parmi lesquelles la fraude aux allocations, les abus du système de protection sociale, mais aussi l'endettement « *à l'égard de la société ou d'un particulier* ». Autre critère : avoir des liens ou appartenir à « *des réseaux criminels, des clans, des organisations violentes ou extrémistes ou des milieux qui menacent les valeurs fondamentales de la Suède* ». […]

Ce n'est pas tout : subvenir à ses besoins « de manière malhonnête » – par exemple, en travaillant au noir – pourra également mener à la suspension du titre de séjour, de même que « l'abus de substance illicite », même si la ministre de l'immigration a assuré que les situations de « dépendance » seraient « prises en considération ». Evoquée dans l'accord de coalition, la prostitution, toutefois, ne figure pas dans le projet : « *Nous ne cherchons pas à expulser les personnes vulnérables, mais celles qui les exploitent* », a assuré Mme Malmer Stenergard.

Le gouvernement, enfin, souhaite voir s'il est possible d'inclure « *les déclarations qui menacent gravement les valeurs démocratiques suédoises fondamentales, les menaces systémiques, et [celles] contre la légitimité de l'administration publique* ». A titre indicatif, la ministre de l'égalité a évoqué la campagne contre les services sociaux suédois, accusés de kidnapper des enfants musulmans, relayée en Suède par des personnes d'origine étrangère.

Pour faciliter l’identification des personnes qui ne mèneraient pas « *un mode de vie honorable* », le gouvernement veut permettre aux différentes administrations d’échanger des informations, y compris avec les services de l’immigration. Une proposition extrêmement controversée, visant à imposer une obligation aux fonctionnaires de dénoncer les migrants sans papiers à la police, est également à l’étude. Les employés de plusieurs communes et régions ainsi que les enseignants et les personnels de santé ont déjà fait savoir qu’ils refuseraient de s’y soumettre.

Le Monde

Merci à Tara King